



## PEUGEOT DANS LA GUERRE ÉCONOMIQUE EN GIRONDE EN JUIN 1940

[Hubert Bonin](#)

Presses Universitaires de France | « [Guerres mondiales et conflits contemporains](#) »

2021/2 N° 282 | pages 113 à 129

ISSN 0984-2292

ISBN 9782130828044

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2021-2-page-113.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# PEUGEOT DANS LA GUERRE ÉCONOMIQUE EN GIRONDE EN JUIN 1940

En juin 1940, deux membres de la famille Peugeot sont présents à Bordeaux. Tout d'abord, Jean-Pierre Peugeot, alors le numéro 2 de la firme en tant que directeur général auprès du président, son père Robert Peugeot – à qui il succède en juillet 1941 –, est venu de Sochaux superviser le transfert depuis Sochaux-Montbéliard de quelques milliers de salariés et de membres de leur famille au cœur de l'accélération de l'histoire économique. D'autre part, bien que mobilisé comme capitaine d'artillerie en 1939-1940, son frère, le député François Peugeot, élu en 1936 dans le Doubs (au nom du Parti radical indépendant et siégeant au sein du groupe Gauche démocratique et radicale indépendante) et gérant de Peugeot Frères, participe aux réunions du Parlement et donc en direct à l'histoire politique ; quelques jours plus tard, à Vichy, il vote l'attribution des pleins pouvoirs au gouvernement de Philippe Pétain, le 10 juillet 1940. Cette coïncidence due à un pur hasard permet d'insérer ce texte dans l'histoire générale de cette période, quand le politique et l'économique s'entremêlent avec l'histoire militaire.

Au début de la Grande Guerre, en septembre-octobre 1914, se réunirent à Bordeaux des officiers, des patrons et des hauts fonctionnaires afin de mettre au point des programmes de mobilisation économique, industrielle et logistique pour faire face à une guerre d'une durée plus longue que prévu<sup>1</sup> ; et la création d'usines loin des zones du front était devenue peu à peu prioritaire : dans ce cadre, la Gironde a abrité quelques usines de fabrication d'avions légers<sup>2</sup>. Ce processus semble destiné à renaître à partir de 1935-1938, quand s'intensifient des programmes dits « de réarmement »<sup>3</sup>, symbolisés par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation pour le temps de guerre et des décrets d'application publiés seulement en janvier 1939.

1. Hubert Bonin, « Bordeaux, capitale de la mobilisation industrielle (20 septembre 1914) », *Guerres mondiales & conflits contemporains*, juillet-septembre 2014, n° 255, p. 80-98.

2. Hubert Bonin, *Bordeaux et la Gironde dans la guerre économique en 1914-1919*, Paris, Les Indes savantes, 2018 ; *La France en guerre économique (1914-1919)*, Genève, Droz, « Publications d'histoire économique & sociale internationale », 2018.

3. Robert Frank, *Le prix du réarmement français (1935-1939)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982 (réédition en 2017). Philippe Garraud, « La politique française de réarmement de 1936 à 1940 : priorités et contraintes », *Guerres mondiales & conflits contemporains*, 2005/3, n° 219, p. 87-102. Robert Frank, « Intervention étatique et réarmement en France 1935-1939 », *Revue économique*, 1980, volume 31, n° 4, p. 743-781.

Ils sont incarnés notamment par le ministre de l'Armement Raoul Dautry<sup>4</sup>, membre du 20 septembre 1939 au 16 juin 1940 des gouvernements d'Édouard Daladier et de Paul Reynaud, grâce à l'incorporation à ses responsabilités de la direction des fabrications mécaniques et de la direction des fabrications d'armement. Or, *bis repetita*, en 1938, dans ce cadre, l'expansion hitlérienne et les accords de Munich conduisent le gouvernement à inviter les industriels à créer des usines de repli, loin des zones présumées des futurs combats, et à préciser avec eux les programmes de fabrication, dans le cadre d'une accélération de la politique de réarmement<sup>5</sup>.

Les menaces de guerre visant l'Est de la France incitent des entreprises frontalières à se replier sur des régions moins exposées. C'est ainsi que Peugeot glisse de Sochaux, le cœur de son système productif local<sup>6</sup> fort avec quelque 14 000 salariés, en Gironde<sup>7</sup> en 1939-1940. En juin 1940, ce processus a déjà bien progressé. Aussi de tels équipements et la perspective de leur puissance de feu auraient-ils pu inciter les responsables politiques et militaires à quelque optimisme et donc à quelque esprit de résistance.

Des historiens ont indiqué que la majorité des usines ou des ateliers mis en place dans le cadre de ces programmes de réarmement n'aurait pu tourner efficacement qu'au second semestre 1940 et même surtout en 1941, vu le manque de machines-outils (à importer souvent des États-Unis) et de main-d'œuvre qualifiée et vu les ripages dans la conception et la montée en puissance des programmes de production, même si les tensions sociales des années 1936-1938 se sont apaisées peu à peu à partir du tournant de 1939, sous l'effet de la législation, d'une certaine reprise de contrôle par le patronat<sup>8</sup> ou de l'esprit patriotique.

Peugeot décide de se doter de quatre établissements en Gironde (dont deux à Bordeaux), érigée en relais d'une partie des projets de production de guerre, mais sans cesse avec la perspective de rebondir à la paix pour orienter ces usines vers des fabrications civiles. Ce serait une participation à une nouvelle « guerre totale » apte à remettre en question l'avance prise par l'Allemagne depuis le plan Göring de 1936, qui a conçu un énorme programme de réarmement du pays<sup>9</sup>.

4. Rémi Baudouï, *Raoul Dautry, 1880-1951. Le technocrate de la République*, Paris, Ballande, « Biographies », 1992.

5. Cf. Philippe Garraud, « La politique française de réarmement de 1936 à 1940 : priorités et contraintes », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2005/3, n° 219, p. 87-102.

6. Robert Belot & Pierre Lamard, *Peugeot à Sochaux. Des hommes, une usine, un territoire*, Paris, Lavauzelle, 2007.

7. Voir l'article clé de Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot à Bordeaux (1938-1945) et l'exode de mai-juin 1940 », *Bulletin de la Société d'émulation de Montbéliard*, 2008, n° 131, p. 303-356. Ce sera l'une des bases essentielles de notre propre texte.

8. Ingo Kolboom, *La revanche des patrons. Le patronat français face au Front populaire*, Paris, Flammarion, 1986.

9. Christoph Buchheim (dir.), *German Industry in the Nazi Period*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2008.

D'autres entreprises sont descendues compléter le système productif industriel local : Société nationale des constructions aéronautiques du Sud-Ouest avec 3 500 salariés à la fin de juin 1940 ; Aciéries de Longwy avec 2 800 salariés, Motobloc avec 1 744 salariés, Compagnie industrielle de matériel de transport avec 1 200 salariés, Forges & chantiers de la Gironde avec 2 160 salariés, l'Atelier de réparation du matériel de l'Armée de l'Air avec 800 ouvriers et 500 militaires<sup>10</sup>. La délocalisation industrielle renforce le potentiel de production girondin<sup>11</sup>. Une usine Matford est repliée d'Asnières à Bordeaux (91 rue Blanqui) avec 1 600 salariés à la date de l'armistice ; Bugatti descend au 363 bis boulevard Alfred-Daney avec 550 salariés : Peugeot s'insère dans ce mouvement.

#### LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET INDUSTRIEL GIRONDIN

Peugeot s'est déjà impliquée dans le décollage d'une flotte aérienne militaire. Un premier accord avec l'État lui a confié en 1936 la mission de fabriquer des moteurs d'avions *Hispano-Suiza* pour « servir à l'instruction des cadres, du personnel de maîtrise et des ouvriers. Le but des pouvoirs publics était d'obtenir un démarrage rapide en cas de mobilisation ainsi qu'une production importante de moteurs »<sup>12</sup> ; ces moteurs ont été livrés en 1938. Le projet aurait été d'atteindre une fabrication d'un millier de moteurs par mois en cas d'éclatement du conflit.

Une seconde étape surgit en 1939 :

La société avait créé à Sochaux un Bureau de mobilisation industrielle dans le but était d'étudier la fabrication en grande série du moteur *Hispano-Suiza* et les outillages nécessaires, de préparer les gammes d'opérations et les temps d'usinage. De nombreux ingénieurs, dessinateurs, agents de maîtrise, agents de méthode et outilleurs furent occupés à ces travaux jusqu'en août 1939. L'entreprise se vit en outre confier la réalisation de coques pour avions *Amiot* et de trains d'atterrissage<sup>13</sup>.

Cela dit, le ministère de l'Air aurait tardé à fournir aux entreprises des plans d'action précis et chiffrés durant presque toute l'année 1939.

C'est lors d'une réunion tenue à Sochaux le 4 janvier 1939 « que le choix de décentralisation les fabrications aéronautiques à Bordeaux fut arrêté<sup>14</sup> ». « L'Air ne peut toujours pas nous donner de programme

10. ABM, 491F5, « Note concernant la situation actuelle dans l'industrie, le commerce et les services publics à Bordeaux », 16 septembre 1940.

11. *Ibid.*

12. Rapport « Activité de la Société des automobiles Peugeot de septembre 1939 à septembre 1944 », archives du Service historique de la Défense, 6NL80, cité par Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente. Renault, Peugeot, 1936-1940*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, « Perspectives historiques-Entreprises », 2018, p. 235.

13. Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, *op. cit.*, p. 235.

14. *Ibid.*, p. 288.

précis », déplore le directeur général des usines et des services techniques et un ingénieur de haute volée, Ernest Mattern, qui avait déjà participé à la machine de guerre de la Première Guerre mondiale<sup>15</sup>. Ce n'est qu'en décembre 1939 qu'une « convention pour le transfert des usines Peugeot de Sochaux à Bordeaux » est signée entre Robert Peugeot et le président de la Caisse de compensation, qui finance ces opérations de décentralisation.

Un capital d'expérience était en voie de constitution à Sochaux et le dessein de décentralisation vers la Gironde s'esquissait quand le programme a été soudain bouleversé le lendemain même de la déclaration de guerre. En effet, le 4 septembre 1939, lors d'une réunion d'industriels au ministère de l'Air avec le ministre Guy La Chambre, Peugeot apprend que le programme de construction du moteur *Hispano-Suiza*, en cours d'étude à Paris, est abandonné au profit du moteur *Gnome & Rhône 14 M* (de 1 050 cv et comprenant quatorze cylindres en double étoile tournant en sens inverse)<sup>16</sup> ; il est destiné à équiper le bombardier *Amiot 354* dont la construction a été lancée (avec 38 exemplaires disponibles le 10 mai 1940).

Le 18 décembre, la direction de Peugeot décida de déplacer à Bordeaux 1 500 ouvriers et 1 700 machines pour la fabrication mensuelle de 275 parties arrière de moteurs d'avion *Gnome & Rhône*<sup>17</sup>.

C'est pour participer au programme de construction de ce type de bombardier que le programme de la nouvelle usine en cours de mise en place est bouleversé, afin d'élaborer des éléments de ce moteur, et ce, à partir d'octobre 1939. « Tous les travaux préparatoires de Peugeot étaient à recommencer<sup>18</sup> ». La société s'accorde avec le ministre de l'Armement Dautry et avec le directeur général technique du ministère de l'Air Albert Caquot<sup>19</sup>. Un complément est apporté au programme en février 1940 avec l'ajout de la fabrication de cellules de ce même bombardier car on juge que la menace allemande pèserait de plus en plus sur le site de leur production à Sochaux<sup>20</sup>.

Ce glissement (partiel) de Sochaux et de La Garenne vers la Gironde s'inscrit dans un mouvement assez large de délocalisations de centres de production depuis la région parisienne ou même l'Alsace (Bugatti depuis

15. Yves Cohen, *Organiser à l'aube du taylorisme. La pratique d'Ernest Mattern chez Peugeot, 1906-1919*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001 ; Yves Cohen, « L'espace de l'organisateur : Ernest Mattern, 1906-1939 », *Le Mouvement social*, octobre-décembre 1983, p. 79-96.

16. En 1941, les usines Gnome & Rhône occupées par les Allemands reprirent la construction du *14M* au profit de la *Luftwaffe*, qui en équipa l'avion d'assaut *Henschel 129 B*. À la Libération, la SNECMA reprit la fabrication des modèles d'avant-guerre *14N*, *14R* et *14M*, sans réussir à imposer ces modèles de conception déjà ancienne. Les études pour améliorer le *14M* furent relancées et aboutirent au SNECMA *14X*, de la classe des 850 cv, qui équipa les prototypes *Dassault MD 316* et *Morane-Saulnier MS 472* ; mais ce moteur fut un échec commercial (Wikipedia).

17. Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, op. cit., p. 288.

18. *Ibid.*, p. 236.

19. Ministère de l'Air, service des fabrications de l'aéronautique, Service historique de la Défense, MO27, cité par Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, op. cit., p. 236, note 84.

20. Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, op. cit., p. 288.

Molsheim, Matford-Mathis-Ford depuis Strasbourg), d'où le repli de quelque dix mille salariés de la métallurgie ou de la mécanique<sup>21</sup>. La compagnie pétrolière Desmarais frères en est un exemple elle aussi, précisément en juin 1940, quand, « sur l'ordre des autorités militaires, les services du Siège abandonnent la capitale. Archives et personnel sont repliés près de Bordeaux et répartis entre Blaye et les domaines voisins de Bedou, Cazeaux et Tayac. Peu après, l'occupation de Blaye par les troupes ennemies en juillet 1940, les services du Siège réintègrent leurs immeubles<sup>22</sup> » parisiens, avant qu'un ultime bombardement britannique ne détruise les réservoirs et la raffinerie de Desmarais frères à Blaye avec des bombes explosives, le 15 août 1940.

#### PEUGEOT À MÉRIGNAC-BEAUSÉJOUR

Le 9 septembre, Mattern nomme un responsable du pôle girondin, l'ingénieur des Mines Léon Austruy, alors directeur de la forge et de l'emboutissage de l'usine de Sochaux, afin de superviser l'évolution du programme de production. Un historien de la Société d'émulation de Montbéliard, Pierre Croissant, a reconstitué cette tranche d'histoire de Peugeot avec précision<sup>23</sup>. L'idée est de fabriquer des pièces métalliques et mécaniques destinées à l'aviation comme l'entreprise l'avait effectué en 1914-18, mais en petites quantités par rapport aux masses d'obus considérées comme prioritaires. « Peugeot s'engageait à réaliser une production mensuelle de 550 garnitures comprenant le compresseur, le couvercle arrière, les cylindres et culasses, pièces brutes comprises<sup>24</sup>. » Mais Pierre Croissant évoque un deuxième programme : « La production des cellules *Amiot*, à peine commencée à Sochaux, fut délocalisée à Bordeaux en février 1940<sup>25</sup>. »

Un contrat est passé, certainement dans le cadre d'un « marché de guerre » entre l'État et Peugeot, pour un montant de cinquante millions de francs ; entre la firme et le ministère de l'Air<sup>26</sup>. Un nouvel établissement prend corps à Mérignac<sup>27</sup>.

21. Sébastien Durand, « Les entreprises de la Gironde occupée (1940-1944). Restrictions, intégrations, adaptations », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Christophe Bouneau, Université Bordeaux-Montaigne, 2014, p. 98-101.

22. Mohamed Sassi, *La politique pétrolière de la France de 1861 à 1974 à travers le rôle de la compagnie privée Desmarais frères*, Paris, Éditions SPM, « Kronos, n° 105 », 2018, p. 313.

23. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité.

24. *Ibid.*, p. 236.

25. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 307.

26. « Note sur la mobilisation industrielle », 19 janvier 1940, archives du Service historique de la Défense, 8N111, cité par Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente, op. cit.*, p. 179.

27. Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente, op. cit.*, p. 257-258. Malheureusement, les Archives municipales de Mérignac n'ont pas jadis recueilli de dossiers sur cet épisode, par exemple des photographies.

### *La mise en valeur d'un site légué par l'histoire industrielle*

Afin de mettre en œuvre ce programme, l'on décide « la construction à Bordeaux-Mérignac d'un complexe industriel comprenant une forge, deux fonderies, un atelier d'emboutissage, un autre de mécanique et un troisième de gros outillage<sup>28</sup> ». L'installation de Peugeot à Mérignac-Arlac – par le biais d'une filiale, la Société des forges, fonderies et mécanique – s'explique par la disponibilité d'un vaste terrain, sur l'emplacement des ex-Forges & fonderies d'Aquitaine. Celle-ci avait été créée en 1919 et avait établi une usine sur le site dit de Beauséjour<sup>29</sup>, chemin des Eyquems, qui était facilement raccordable à la voie ferrée de ceinture mise en service en 1917. Elle avait acheté plusieurs parcelles dont le château de Beauséjour ; elle y fit construire de nombreux bâtiments. Mais la récession de l'après-guerre a freiné cet élan et les Forges & fonderies d'Aquitaine ont dû être mises en liquidation judiciaire en 1921 – avant que l'un des principaux créanciers, la Société bordelaise de CIC, n'ait récupéré les actifs en 1925 ; elle a vendu certaines parcelles, comme, à l'ouest du terrain, au Bourlis, à la Société de pyrotechnie Ruggieri.

Le groupe Peugeot achète la propriété de Beauséjour (de 22 hectares) en 1939. L'idée est que, après la guerre, on puisse y produire des automobiles. Mais, dans l'immédiat, l'objectif est d'y assurer la production de matériels militaires, en particulier des trains d'atterrissage et des parties de cellules d'avion *Amiot* et des compresseurs *Gnome & Rhône*.

Une « convention pour le transfert des usines Peugeot [en fait, seulement quelques chaînes de production] de Sochaux à Bordeaux » fut signée en décembre 1939 entre Robert Peugeot et le président de la Caisse de compensation pour la décentralisation des industries aéronautiques chargée de négocier avec les industriels. Le document était accompagné d'un programme de travaux (bâtiments et génie civil) à hauteur de quatorze millions de francs, dont la moitié devait être prise en charge par le ministère, l'autre étant supportée par les services de défense passive. Cette convention, datée du 18 décembre 1939, imposait à Peugeot la date du 1<sup>er</sup> avril 1940 pour débiter la production en série ; elle prévoyait aussi des pénalités de retard<sup>30</sup>.

Le Conseil municipal de Mérignac agréa alors à la demande de la société Automobiles Peugeot concernant la création d'un deuxième embranchement ferroviaire afin de mieux desservir Beauséjour.

### *Des transferts de matériels*

Un capital d'expérience doit être transplanté de Sochaux, mais aussi de la région parisienne, puisque on envisage de transférer aussi une partie

28. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 307.

29. Jean-Bernard Lefebvre, « L'atelier de réparation de l'Armée de l'Air », dans *Histoires d'Arlac*, p. 44-45 [<https://artsetloisirsarlac.centres-sociaux.fr/files/2018/10/JBL.pdf>], repris de : *Le p'tit curieux d'Arlac-Camarlacais*, avril-mai-juin 2000, n° 20.

30. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 307.

des fabrications de l'établissement de matériels aéronautiques Peugeot de La Garenne. L'usine doit être dotée d'ateliers de carrosserie et de fonderie, pour la coulée d'alliages légers en moules métalliques.

Des bâtiments neufs et d'autres démontés de Paris, Sochaux et Valentigney s'élevèrent durant l'été et l'automne 1939<sup>31</sup>. [...] Comme les délais réclamés par les charpentiers en fer étaient trop importants, Peugeot n'hésita pas à démonter entièrement des ateliers de ses usines d'Issy-les-Moulineaux et du Doubs pour les transporter à Bordeaux et les reconstruire sur place<sup>32</sup>.

De Sochaux et de La Garenne, plusieurs centaines de machines-outils furent transférées en Gironde, au frais de l'État, en octobre 1939. Dans un rapport adressé le mois suivant à la direction, Mattern informait le conseil d'administration que la plupart de ces machines ne permettraient pas d'obtenir la précision nécessaire à la fabrication de moteurs d'avion. Il estimait qu'elles pourraient exécuter les opérations de dégrossissage des pièces, soit environ la moitié du travail. L'autre moitié serait réalisée par des machines spéciales « en cours d'achat en Amérique ». Cet achat était négocié par une mission française dépêchée [outré-Atlantique] par le ministère de l'Air. D'autres machines furent achetées sur place ou conçues et construites par le personnel<sup>33</sup>.

### *Une main-d'œuvre mixte*

Une partie de la main-d'œuvre doit venir de Sochaux, tandis que le solde doit être recruté sur place.

À la fin de l'année 1939, on dénombrait à Bordeaux 531 personnes mutées de Sochaux et 310 embauchées sur place. La nécessité de maintenir à Sochaux un effectif amputé des affectés spéciaux et le coût élevé des productions régionales amenèrent les responsables à privilégier l'embauche locale : 1 250 ouvrières de la région bordelaise répondirent à une annonce diffusée par voie de presse. La mise en service de la fonte et de la fonderie en décembre 1939 conduisait à l'embauche d'une cinquantaine d'Algériens et de Marocains. Des cantonnements particuliers furent attribués à cette « main-d'œuvre coloniale »<sup>34</sup>.

Des ingénieurs et techniciens descendent eux aussi en Gironde, tel Louis Bruneau, spécialiste du montage des moteurs *Hispano-Suiza*.

Le programme *Amiot* débuta fin février 1940, avec 117 affectés spéciaux, 64 réformés, 37 Algériens et huit étrangers<sup>35</sup>. Au moment de l'armistice, 1 500 ouvriers étaient employés aux productions de guerre<sup>36</sup>.

31. *Ibid.*, p. 309.

32. Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, *op. cit.*, p. 288.

33. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 311.

34. *Ibid.*, p. 310-311.

35. Direction générale de la Police nationale, procès-verbal d'audition de Pierre Leconte, 3 février 1947, Archives nationales Z6NL80. Laurent Dingli, *op. cit.*, p. 257.

36. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 309.



Des femmes sont également présentes, spécialisées dans l'entoilage des cellules d'avion. Un *Guide à l'usage des membres du personnel mutés à Bordeaux* est même publié<sup>37</sup>. On entame aussi le creusement de tranchées-abris destinées à protéger le personnel en cas de bombardement allemand.

### *Un pôle industriel prometteur*

Cependant, des retards s'accroissent, comme l'indique un rapport du 14 janvier 1940 rédigé par Mattern lui-même :

Le présent rapport a pour but de mettre en évidence l'effort fourni en 130 jours par notre personnel technique, car nous entrons maintenant dans une période où, quoi que nous fassions, les résultats obtenus ne seront pas ceux que nous escomptions, faute de livraison de matériel neuf [certainement des machines-outils]. Cette question ne dépend pas de nous ; elle a toujours été signalée comme étant absolument indispensable à la réalisation des moteurs d'aviation et à l'extension du programme obus<sup>38</sup>.

Or, dans tous les secteurs concernés, des ripages ont perturbé le processus de montée en puissance optimale, comme l'a étudié Laurent Dingli à propos de Renault<sup>39</sup> : plans de production souvent modifiés en raison de l'évolution technique des matériels, rythmes de conception et de mise au point des programmes trop lents, dispersion des centres de décision, parfois manque d'ouvriers spécialistes.

Malgré les retards et le manque de machines-outils spécialisées, il est indéniable que le site de Mérignac, dirigé par René Bosc, est consolidé entre octobre 1939 et le printemps 1940. « En juin 1940, cette usine comprend 70 000 m<sup>2</sup> couverts, un embranchement particulier, une fonderie, l'électrification, un banc d'essai de compression des moteurs Gnome & Rhône<sup>40</sup>. » Le conflit eût-il continué jusqu'en 1941, comme anticipé par nombre de dirigeants quelque peu conditionnés par le souvenir de la résistance de l'été et de l'automne 1914, l'on peut supposer que cette usine Peugeot serait entrée dans la grande Histoire grâce à sa capacité à produire des pièces de moteurs d'avions bombardiers de haute volée...

### TROIS ÉTABLISSEMENTS PEUGEOT À BORDEAUX ET AU BOUSCAT

Peugeot déploie ses activités de préparation de la guerre industrielle sur trois autres sites que Beauséjour, mais en format réduit. Tout d'abord, deux établissements productifs entrent en fonction, sous la responsabilité d'un cadre de Peugeot, Pierre Leconte. Guy Puissant, le directeur de la

37. *Ibid.*, p. 311, sur la base des archives Peugeot AMP 33/331-1.

38. Archives de Peugeot AMP 33/328-4, extrait cité par Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, *op. cit.*, p. 289, et par Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 307.

39. Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, *op. cit.*, p. 144,

40. *Ibid.*, p. 289.

Société bordelaise des usines Peugeot, sise au 5 rue Fondaudège, l'accompagne dans les démarches administratives.

### *L'usine du quai de Queyries*

Une première usine est installée au 16-21 quai de Queyries (et rue Duffour), sur un site anciennement animé par une grosse entreprise alimentaire girondine fondée en 1872-1874<sup>41</sup> et agrandie par la suite<sup>42</sup>, Dandicolle & Gaudin, qui avait fermé ses portes en 1932. Cet établissement doit dépendre de la filiale du groupe à Levallois-Perret, la Société des forges, fonderies et mécanique. La décision serait prise en octobre 1939 et l'autorisation d'ouvrir des

ateliers mécaniques est sollicitée en décembre et accordée<sup>43</sup> par diverses autorités successives<sup>44</sup> entre le 6 et le 17 avril 1940. L'objectif est de l'insérer dans le programme aéronautique de Peugeot en vue de la fabrication de pièces du moteur *Gnome & Rhône 14M*, notamment des « ensembles AR ». La construction utilisée pour l'usinage proprement dit est constituée par une ossature en charpentes métalliques, sur poteaux métalliques, couverture en sheds ou fermes à l'anglaise, versant en tuiles mécaniques et verres cathédrale dans lanterneaux. Les murs de fermeture sont constitués de matériaux durs, le sol en béton de ciment, le tout parfaitement aéré. Le chauffage sera assuré au moyen de grands poêles à étages, type usine. L'éclairage et la force motrice seront fournis par deux postes transformateurs, installés en dehors de l'usine proprement dite, et alimentés directement par la société concessionnaire de distribution électrique [la Régie Électricité & Gaz de Bordeaux], la tension du courant secondaire étant 110/220 volts<sup>45</sup>.

Les évaluations diffèrent peu ou prou :

La surface occupée par les ateliers est de 2 750 m<sup>2</sup> et 332 machines y seront installées quand les aménagements seront terminés. L'effectif sera alors de 500 personnes<sup>46</sup>.

Environ 900 personnes seront employées dans cette usine travaillant pour la Défense nationale. L'installation générale n'est pas encore terminée. On prévoit qu'il y aura 350 machines (tours, fraiseuses, perceuses, machines à rectifier, meules), actionnées toutes à l'électricité [...]. Un restaurant, des lavabos et des WC pour le personnel sont en cours d'aménagement<sup>47</sup>. Y seront aussi mis en place des fours électriques pour la trempe et pour la cémentation<sup>48</sup>.

41. Archives départementales de la Gironde, 5M290, dossier *commodo-incommodo*, 1872.

42. *Ibid.*, 23 février 1881.

43. Archives départementales de la Gironde, 5M356, dossier Peugeot, 9 avril 1940.

44. ADG, 5M291, dossier *commodo-incommodo*, avril 1940.

45. ADG, 5M290, dossier *commodo-incommodo*, note du directeur du Contrôle général et des achats de Peugeot à la Ville de Bordeaux, 6 janvier 1940.

46. *Ibid.*, note de la Préfecture de la Gironde, 20 janvier 1940.

47. *Ibid.*, note de la Ville de Bordeaux, 2 avril 1940.

48. *Ibid.*, note de la Préfecture de la Gironde, 20 janvier 1940.

La superficie couverte de 3 000 m<sup>2</sup> fut doublée par la création d'un atelier d'outillage pour 500 ouvriers<sup>49</sup>. Il fallut tout reconstruire [sic] et tout aménager : charpentes, toitures, dallages, force motrice, eau, air comprimé et installation de machines. Plus de 500 machines furent démontées et emballées à Sochaux avant d'être transférées à Bordeaux<sup>50</sup>. En mai 1940, l'usine du quai de Queyries comptait 350 personnes dont vingt étrangers<sup>51</sup>.

« La direction assurait elle-même la sécurité, c'est-à-dire la lutte contre l'espionnage et les activités communistes, grâce à un ancien inspecteur de police installé dans les bureaux de l'entreprise »<sup>52</sup>, chargé de veiller aux ouvriers considérés comme « douteux ». Mis en cause à la Libération à propos du rythme du développement de l'usine, ses responsables se sont justifiés avec fermeté :

Au mois d'avril 1940, la fabrication était en plein lancement, les pièces de détail commençaient à sortir. Au mois de juin 1940, notre fabrication était au point, et le montage de plusieurs centaines d'ensembles importants était commencé (pompes à huile à trois étages)<sup>53</sup>, montées à partir de pièces en bronze et en duralumin. Là aussi, à la date de juin 1940, par conséquent, une « machine de guerre » semblait prête à monter en puissance, pour peu que l'armistice n'ait pas été conclu.

### *L'usine du Bouscat*

Un atelier de réparation automobile et une station-service fonctionnent déjà au 84-86 cours du Médoc, au Bouscat, dans la proche banlieue de Bordeaux ; c'est la succursale bordelaise de la marque qui les gère. La société des pétroles Jupiter y installe en mars 1937 un gros réservoir d'essence apte à alimenter le système de chauffage du bâtiment<sup>54</sup>. C'est alors qu'on décide de reconvertir ce site et d'y fabriquer divers outillages : le 15 décembre 1939, « Peugeot sollicite l'autorisation d'installer un atelier d'usinage pour l'exécution de marchés passés avec les services de fabrication de l'Aéronautique »<sup>55</sup>. On doit reconvertir le bâtiment de réparation automobile, désaffecté, et construire un second bâtiment à l'arrière<sup>56</sup>, sur la rue Laharpe, bien plus vaste. Après enquête *commodo-incommodo*, l'autorisation est accordée le 9 avril 1940 et confirmée par le préfet le 4 juin.

49. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 309.

50. Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, op. cit., p. 289.

51. *Ibid.*, p. 257-258.

52. « Visite du 12 mars 1940 effectuée par le capitaine Ardant, du service BCR (Bombardement-Combat-Reconnaissance), le lieutenant Ségui, du Contrôle aéronautique, Pierre Poinsot, commissaire spécial », rapport du lieutenant-colonel Louis Vauzanges, chef du BCR, Bordeaux, 14 mars 1940, archives du Service historique de la Défense, GR7NN 2970, cité par Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, op. cit., p. 266.

53. Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, op. cit., p. 289.

54. Archives départementales de la Gironde, 5M356, dossier Peugeot, 20 mai 1940.

55. *Ibid.*, 9 avril 1940.

56. Le plan de répartition des matériels sur l'espace productif figure dans ce même dossier.

L'usine du Bouscat, en partie détruite, fut entièrement réparée et transformée pendant qu'on installait le matériel. On y implanta sur 6 000 m<sup>2</sup> une partie de l'atelier d'outillage OGUD de Sochaux, dont la quasi-totalité des affectés spéciaux [des soldats mobilisés affectés dans une usine], et l'atelier de montage des moteurs *Gnome & Rhône* de 400 ouvriers<sup>57</sup>. Les nouvelles installations du Bouscat furent établies pour fournir les outillages destinés aux fabrications d'avion<sup>58</sup>.

### *Un pôle de gestion à Bordeaux*

Enfin, un site de gestion est mis en place rue Lagrange, toujours à Bordeaux, entre le centre-ville et les boulevards circulaires, avec un siège de supervision de l'ensemble du pôle girondin :

Les bâtiments agrandis furent attribués à la direction et aux services communs : administratifs, études, personnel, médical, etc. Dans un ancien garage, on créa une école d'apprentissage formant dix-huit ouvrières en aviation par semaine et 25 ajusteurs-mécaniciens en trois mois<sup>59</sup>.

Le programme s'avère fort actif :

À Bordeaux, on assistait à une remarquable accélération de tous les chantiers répartis sur quatre sites : restauration et extension des bâtiments anciens, construction de nouveaux, installation de machines neuves ou transférées de Sochaux et de La Garenne<sup>60</sup>.

Au total, on pourrait estimer que le mouvement de transfert de main-d'œuvre aurait porté sur environ 1 500 salariés en 1939 et au tournant de 1940.

Au mois de mai 1940 travaillaient à Bordeaux [et Mérignac-Le Bouscat] 584 embauchés sur place et environ 950 personnes de Sochaux, « repliées », volontaires ou non, mutées dans le cadre du transfert des usines ordonné en 1938<sup>61</sup>.

### *Une évaluation de l'efficacité de ce système local de production*

Un rapport de sept pages, rédigé en mars 1940 par des experts chargés de contrôler l'activité des usines girondines de Peugeot, fait le point en mêlant satisfaction et pessimisme :

Si, du point de vue cellules, les pièces détachées et éléments montés de coque *Amiot 354*, il y a lieu de se montrer satisfait des résultats obtenus, pour les moteurs *Gnome & Rhône* (marché 2317 A/9), en dépit d'une préparation à la fabrication activement menée, les résultats à fin mars sont nuls ou à peu

57. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 309.

58. Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, op. cit., p. 289.

59. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 309.

60. *Ibid.*, p. 308.

61. *Ibid.*, p. 312.

près, tout au moins en ce qui concerne la sortie de pièces finies. De plus, et c'est là qu'à mon sens la question devient extrêmement grave, la situation ne paraît pas devoir s'améliorer rapidement, et il n'est permis à personne de prévoir à quelle date, fût-elle lointaine, le premier ensemble moteurs sortira. Or, d'après le marché 21317 A/9, la cadence prévue était : 30 ensembles en février, 75 en mars, 150 en avril, 350 en mai, 450 en juin. Sans être pessimiste, on peut affirmer qu'au train où vont les choses, avril et mai seront aussi improductifs que l'ont été février et mars, et que c'est avec un retard minimum de 600 éléments que Peugeot pourra commencer sa fabrication<sup>62</sup>.

Le mois de juin 1940 aurait-il été dès lors le moment clé du décollage de cette production aéronautique à Mérignac ?

Les mêmes analyses pessimistes avaient été formulées au tournant de l'année 1915 à propos de nombreux marchés de guerre ; mais cela n'avait pas empêché les responsables industriels et militaires de batailler de conserve afin de surmonter les obstacles techniques, financiers, humains et de garder confiance. Est-ce que, à l'échelle de nombreux pans des « élites » en juin 1940, le doute l'aurait emporté ? Il est délicat de répondre à une telle question, faute d'archives, de correspondances ou de procès-verbaux de réunions, contrairement au foisonnement de dossiers concernant le premier quart de la Grande Guerre.

Il eût été facile de surmonter ces difficultés puisque le rapport discerne la véritable cause de ce retard, le manque de machines-outils ; or, en 1915, un constat du même type avait abouti à des commandes massives aux États-Unis et à des industriels français. La défaite subite de juin-juillet 1940 aura empêché d'élargir la base de la machine industrielle de l'aéronautique militaire, soudainement bloquée dans ses programmes de montée en puissance, résolue quoique cahoteuse.

#### DE LA MOBILISATION INDUSTRIELLE À LA DÉFERLANTE DES SALARIÉS DE PEUGEOT

Le programme de duplication ou de décentralisation industrielle se complique au printemps 1940 quand s'entremêlent le transfert logique de cadres et de salariés qualifiés et un transfert inopiné d'une masse de salariés qu'on doit mettre à l'abri dans le Sud-Ouest devant la rapidité de l'offensive allemande. Par exemple, les affectés spéciaux de l'usine de Sochaux sont évacués à Bordeaux pour échapper aux arrestations par les Allemands : la décision est prise le 15 juin 1940.

Un second mouvement de salariés de Peugeot s'inscrit dans les flux de réfugiés fuyant l'avance allemande au printemps 1940 : des milliers d'habitants de la région de Montbéliard-Valentigney se ruent vers le Sud-Ouest

62. « Rapport suivant une visite des usines par le lieutenant Ségué, contrôleur de l'aéronautique, le capitaine Ardant, du BCR et le commissaire spécial Poinot le 12 mars 1940 », archives du Service historique de la Défense GR7NN2970. Cité par Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, op. cit., p. 291.

en prenant le pôle Peugeot de Gironde comme objectif, peut-être en croyant que l'entreprise allait en faire un pivot de la résistance de l'industrie une fois établi une sorte de ligne de front, comme pendant la Première Guerre mondiale.

Les événements de juin, qui atteignirent leur paroxysme les 14 et 15, déclenchèrent le départ en catastrophe de milliers d'autres salariés [que ceux déjà mobilisés en Gironde], les « évacués », désireux de rejoindre leurs collègues de Bordeaux. On dénombrait [à cause de ces flux] 4 050 salariés des usines de Sochaux et environ 1 200 ascendants, conjoints et enfants, soit 5 200 personnes, au soir du 24 juin. À ces deux groupes de salariés Peugeot, il convient d'ajouter un nombre indéterminé de réfugiés montbéliardais, sans liens familiaux directs avec eux, mais pour lesquels Bordeaux était la seule ville méridionale où ils espéraient retrouver des connaissances – et, ce dans le cadre de « l'exode de mai-juin 1940 »<sup>63</sup>.

Le vendredi 14 juin, Robert Peugeot, chargea le directeur Léon Austruy d'organiser, autant qu'il était possible, l'accueil de toutes les familles montbéliardaises se présentant aux portes des usines Peugeot de Bordeaux. À l'entrée de la ville, au carrefour des routes venant de Libourne et de Saint-André-de-Cubzac, fut planté un panneau « Arrêt Peugeot » invitant les réfugiés à se rendre au café voisin où était aménagé un bureau d'orientation ouvert jour et nuit. Ce service offrait une aide : nourriture, boissons, soins médicaux, etc., et les conduisait aux cantonnements prévus<sup>64</sup>.

Un service d'agents sociaux « choisis parmi ceux qui ont le plus de tact » fut constitué dans chaque usine. Ces employés, porteurs d'un insigne distinctif, avaient pour mission « exclusive » de s'occuper chacun d'une trentaine d'évacués et de leur famille. Ils se devaient d'assurer une permanence de jour et de nuit pour la répartition des places en liaison avec les « chefs de cantonnements »<sup>65</sup>.

Parvenues à Bordeaux, les nouvelles familles ne disposaient d'aucun point de chute, contrairement à celles des repliés, logées par l'entreprise. Les seules adresses dont elles disposaient étaient celles des quatre usines. Il s'en suivit un grand désordre dans les cours, parcs, couloirs et même dans certains ateliers envahis par le flot croissant des familles épuisées physiquement et moralement, et, pour certaines, dispersées. Les repas, préparés en commun à l'aide de cuisines roulantes fournies par l'Armée, étaient offerts aux nouveaux arrivants. On fabriqua des lits, réservés en priorité aux femmes et aux enfants. On acheta des couvertures et du tissu pour fabriquer des paillasses devant contenir cinq kg de paille par personne<sup>66</sup>.

Ce remue-ménage a perturbé le fonctionnement de la production en ce milieu de juin 1940, d'où des instructions données le 17 juin :

Il est indispensable que les usines reprennent dans le plus bref délai un aspect d'usine qui travaille et que l'on résorbe les rassemblements de familles

63. Cf. Pierre Miquel, *L'Exode, 10 mai-24 juin 1940*, Paris, Plon, 2003. Jean Vidalenc, *L'exode de mai-juin 1940*, Paris, Presses universitaires de France, 1957.

64. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 313, sur la base des archives Peugeot AMP 33/327-5.

65. *Ibid.*

66. *Ibid.*

qui se tiennent un peu partout. Je compte obtenir ce résultat en obtenant de M. Gredy [Étienne Gredy, chef des services administratifs de Bordeaux] d'organiser des cantonnements (nourriture et couchage) en dehors des usines. Pour Mérignac, deux écoles pouvant accueillir mille personnes nous sont attribuées. Pour Le Bouscat, une autre école nous est attribuée. Enfin, s'il était possible de trouver un local hors des Queyries, nos centres de production seraient dégagés<sup>67</sup>.

Ce même 17 juin – tandis que de Gaulle s'envole pour Londres –, le directeur Richoux fournit ses conseils aux hommes réfugiés :

Vous viendrez travailler quelques heures chaque jour ; accomplissez consciencieusement la tâche qui vous sera fixée ; pendant qu'on travaille, on oublie, et ensuite, utilisez vos loisirs en visitant Bordeaux et ses environs ; cela vaut mieux que de vous rassembler et de broyer du noir<sup>68</sup>.

L'État (avant et après le changement de régime) prend en charge le versement d'une allocation à ces « repliés », avec une allocation de dix francs par jours par adulte sans travail et de six francs par enfant, tandis que l'entreprise prend en charge la rémunération des salariés statutaires.

#### L'ÉVACUATION DE SOCHAUX EN CATASTROPHE À LA MI-JUIN 1940

Une nouvelle accélération de l'Histoire s'effectue alors à la mi-juin, mais au sommet cette fois. En effet, la direction prend soudain peur de l'avancée allemande irrésistible<sup>69</sup>. Le 14 juin, le général Marius Daille, commandant le 45<sup>e</sup> corps d'armée de forteresses, ordonne le repli immédiat à Bordeaux des 1 700 affectés spéciaux chez Peugeot. Jean-Pierre Peugeot, fils de Robert, le président de la SA des Automobiles Peugeot, réunit les patrons des divers établissements et sociétés afin d'organiser des convois à destination de la Gironde<sup>70</sup>. Chacun d'eux emporte aussi des caisses de matériel, de taille modeste mais spécialisé et donc de haute valeur, et de documents à soustraire au contrôle allemand en cas d'irruption dans les bureaux et les usines. Notons que le site de Montbéliard est occupé par l'armée allemande à partir du 17 juin.

Une à deux centaines de voitures, camions et bus et une soixantaine de camionnettes (des *Peugeot*) assurent le transfert des affectés spéciaux. « Parti le 14 juin à 5h15, ce convoi de la SA des Automobiles Peugeot

67. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 315, sur la base des archives Peugeot AMP 33/326-2 (Instructions pour MM. Les directeurs et le personnel de maîtrise supérieure, 17 juin 1940).

68. *Ibid.*

69. Rapport « Activité de la Société des automobiles Peugeot de septembre 1939 à septembre 1944 », 10 octobre 1944, Archives nationales ANZ6NL, cité par Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, *op. cit.*, p. 311.

70. Rapport Richoux, « Événements de Sochaux du vendredi 14 juin au samedi 15 juin 1940 au matin », AMP 33/326-6, analysé par Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 319.

arrive à Bordeaux le lundi 15 à 21h30<sup>71</sup> ». Un autre convoi, celui de la société sœur Les Fils de Peugeot Frères, parti de Valentigney, se retrouve coincé dans les embouteillages monstres des populations descendant en direction du Midi et des colonnes militaires montant vers le Nord. Il met plus d'une semaine pour rejoindre la Gironde<sup>72</sup> : il atteint Nolay le 15 juin, Autun le 16, Le Donjon, en Saône-et-Loire, le 17, Vichy le 18, Clermont-Ferrand le 19, Égletons le 20, Périgueux le 21, enfin Mérignac le samedi 22 juin, où les accueille Jean-Pierre Peugeot lui-même.

On nous dirige sur un groupe scolaire du quartier [l'école de filles Saint-Augustin] lequel, deux jours auparavant, avait subi un bombardement aérien faisant plusieurs victimes. De la paille est mise à notre disposition dans les locaux ; nous pouvons ainsi passer notre première nuit hors du bus au terme de ce voyage qui aura duré huit jours et huit nuits, relate un témoin<sup>73</sup>.

## CONCLUSION

Pendant la guerre, la mobilisation de Peugeot-Gironde est suspendue, puis les Allemands lui confient quelques commandes ; et, après la guerre, le site est cédé par Peugeot à l'Armée de l'Air en 1948. Au terme de ces événements parfois dramatiques, pour les seules Automobiles Peugeot, le nombre de salariés présents le 20 juin en Gironde atteint 3 200, sans compter les familles. Le 24 juin, un nombre total de 5 250 personnes est atteint : 1 500 présentes le 15, c'est-à-dire les mutés de Sochaux et de la région parisienne ; 2 500 repliés depuis le 15, et environ 1 200 pour les familles. Ce sont donc cinq milliers de personnes qu'il faut loger et nourrir, voire soigner en cas de besoin, donc beaucoup à l'échelle du pôle girondin, même si Bordeaux accueille alors près de 700 000 réfugiés.

Évidemment, ce pan d'histoire industrielle ne se place pas au cœur de la grande Histoire, celle des batailles, des armements, des débats politiques (et républicains) à Bordeaux au printemps 1940. Ni Paul Reynaud, ni Georges Mandel, ni Charles de Gaulle, ni Pierre Laval ou tout autre n'a dû savoir que Peugeot était implantée en Gironde et se préparait à y fabriquer des éléments d'avion, un bombardier *Amiot*. Cette chronique centrée sur quatre établissements de fabrications mécaniques ne se hisse pas, bien sûr, au niveau des enjeux décisifs de mai-juin 1940. Pourtant, ce texte évoque plusieurs événements précis (dont le glissement de salariés et de leurs familles depuis Sochaux-Montbéliard) qui se situent au cœur de ce mois de juin historique. Ces travailleurs et leurs familles, les ingénieurs, la famille Peugeot elle-même, en direct, sont eux aussi parties prenantes de cette histoire et construisent alors leur propre histoire dramatique.

71. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 321-322.

72. Un récit détaillé est fourni par Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 322-337.

73. Pierre Croissant, « Le repli des usines Peugeot », article cité, p. 337.



Le destin de ce pôle girondin de Peugeot aura échappé à la grande Histoire parce que son avenir, qui semblait promis à un rôle clé dans la guerre, s'est disloqué en quelques semaines. En effet, il devait s'insérer dans la mobilisation d'une « machine de guerre », semblable à celle mise sur pied au dernier trimestre de 1914 et au premier semestre de 1915, apte à consolider les forces de résistance à la poussée de l'armée allemande, une fois le front stabilisé comme en septembre-octobre 1914. Peugeot ne devait pas y fabriquer de nouveaux « taxis de la Marne », mais des morceaux d'un bombardier et divers éléments mécaniques pouvant servir à l'aviation de combat. Ce pôle était destiné à être lui aussi « dans la tourmente », dans le cadre de plans de mobilisation esquissés dans la seconde moitié des années 1930, chez Peugeot comme chez Renault, comme l'a étudié L. Dingli<sup>74</sup>.

Si l'on insérait une dose d'histoire contrefactuelle (ou uchronique) dans ce texte<sup>75</sup>, l'on pourrait imaginer que ce pôle Peugeot aurait pu être un acteur clé de l'écrasement de la puissance de feu allemande en été et à l'automne 1940 s'il avait disposé du semestre nécessaire au développement de ses capacités de production. Il serait resté dans l'Histoire comme une vedette de la guerre industrielle de l'arrière-front, comme tant de grandes usines de la Première Guerre mondiale, y compris à Bordeaux (Schneider, etc.), mais aussi comme Peugeot elle-même qui avait produit 6 500 moteurs *Hispano-Suiza* en 1914-1918...

Malheureusement, cette histoire restera « petite » par rapport à la « grande » qui émerge à Bordeaux en juin 1940... Les quatre établissements (dont un administratif) ont bien été mis en place ; la mise en œuvre des programmes d'installation de machines et de salariés a bien été effectuée ; les tout premiers envois aux firmes-pivots chargées de faire travailler leurs fournisseurs ont été esquissés. Mais, soudain, l'armée allemande aura percé avec tant de force que jamais Peugeot n'aura pu devenir une actrice de cette victoire tant rêvée.

Tandis que les hommes politiques discutent à Bordeaux du destin de la France, on voit Jean-Pierre Peugeot, descendu en Gironde, superviser au contraire la fuite de ses salariés depuis le Nord-Est et leur survie. Alors que de Gaulle passe par Mérignac le 17 juin, le sort de l'usine de Mérignac-Beauséjour devient de plus en plus incertain. Un héros enclenche sa marche vers la gloire, tandis que s'effondrent les espoirs mis dans quelques milliers d'hommes de Peugeot en Gironde et que s'ouvre au contraire le temps de la Collaboration économique dans une France à l'heure allemande<sup>76</sup>. Et ce pôle girondin Peugeot n'est pas appelé à renaître à la Libération puisque la firme préférera se concentrer sur ses sites historiques

74. Laurent Dingli, *Entreprises dans la tourmente*, op. cit.

75. Niall Ferguson (dir.), *Virtual History: Alternatives and Counterfactuals*, Londres, Picador, 1997 (1<sup>re</sup> édition) ; Fabrice d'Almeida & Anthony Rowley, *Et si on refaisait l'histoire ?*, Paris, Odile Jacob, 2009 ; Pierre Singaravélou & Quentin Deluermoz, *Pour une histoire des possibles. Analyses contrefactuelles et futurs non advenus du passé*, Paris, Seuil, 2016.

76. Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1997.

du Doubs et du Jura et de la banlieue parisienne, sans participer à l'élan aéronautique de la Reconstruction<sup>77</sup>.

Hubert BONIN

Sciences Po Bordeaux ; UMR CNRS 5113 GRETHA-Université de Bordeaux

77. Marie-José Augustin, « Le redémarrage et le renouveau de l'industrie aéronautique girondine, 1945-1956 », dans Hubert Bonin, Sylvie Guillaume et Bernard Lachaise (dir.), *Bordeaux et la Gironde pendant la Reconstruction 1945-1954*, Talence, Publications de la Msha, 1997, p. 121-137 ; Emmanuel Chadeau, *L'industrie aéronautique en France, 1900-1950. De Blériot à Dassault*, Paris, Fayard, 1987.